



Communiqué de presse

Plusieurs arrêtés ont été signés le 1^{er} mars 2010 par le Ministre de l'Environnement et du Développement durable accordant plusieurs permis exclusifs de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux sur une large partie du sud de la France et particulièrement sur « Montélimar-Alès ».

Un Collectif ardéchois « Stop aux gaz de schiste » rassemblant des citoyens, des associations, des organisations syndicales et politiques s'est constitué pour s'opposer à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste.

Cette opposition repose sur les éléments suivants :

- l'absence d'information et de débats publics ;
- les conséquences environnementales désastreuses (pollution des réserves d'eau potable, du sol et des sous-sols) ;
- les atteintes irréversibles à la santé (produits mutagènes, reprotoxiques ou cancérigènes) ;
- les ravages en termes socio-économiques (agriculture, tourisme...) ;
- l'aberration énergétique et la fuite en avant que ce choix représente à l'heure de la lutte contre le changement climatique ;

Pour dénoncer la mission de conseil initiée par la ministre de l'Écologie et le ministre de l'Énergie et demander l'annulation des permis accordés aux sociétés Total, GDF Suez et Schuepbach Energy le Collectif ardéchois « Stop aux gaz de schiste » organise :

une grande manifestation

Samedi 26 février 2011 de 14h à 17h

à Villeneuve de Berg en Ardèche

Seront rassemblés **des citoyens** de toutes les communes du département ardéchois et des départements limitrophes, **toutes les structures** qui s'opposent au projet pour préserver notre territoire et au delà.

Le Collectif National regroupant tous les collectifs de France de tous les départements concernés par les permis déjà délivrés et les permis à l'étude.

Le Collectif des maires et élus de toutes tendances politiques des communes du sud de l'Ardèche (plus d'une cinquantaine) qui s'est constitué samedi 19 février avec plusieurs communautés de communes et qui a rejoint le collectif ardéchois.

D'autres élus des **Conseils généraux, Conseil régional et députés**.

Sont aussi attendus des représentants du « **Comité de surveillance et de précaution sur le gaz de schiste** », **créé par les députés** UMP Pierre Morel-à-L'Huissier et PS Pascal Terrasse, afin de regrouper autour d'eux l'ensemble des députés soucieux de contrôler l'exploitation industrielle du gaz de schiste.

Pour plus d'informations, merci de contacter les porte-paroles du Collectif « Stop aux gaz de schiste » :

Jean-Louis Chopy

Yan Chauwin

0475934145